

Prise de parole UD CGT 41 – 8 mars 2022

Bonjour à toutes et tous,

Merci à toutes et tous d'être présent-es en cette journée internationale de lutte des droits des femmes. Et non, ce n'est toujours pas la journée de LA femme, que l'on aurait essentialisée en la réduisant à son seul sexe, comme si ce dernier la définissait toute entière et définissait toutes les femmes de la même manière. Cette journée de manifestation, dont nos organisations ont fait le choix de la transformer en journée de grève interprofessionnelle depuis quelques années, ne concerne pas les femmes. Ou plus exactement, elle ne concerne pas seulement les femmes mais bien l'ensemble des travailleuses et travailleurs qui ont décidé d'œuvrer pour l'égalité femmes-hommes au sein de nos sociétés.

Oui, désormais, la CGT appelle à une grande grève féministe le 8 mars. Féministe et non féminine. Il ne s'agit pas d'écarter les hommes de cette journée mais bien de rappeler que les inégalités femmes-hommes sont toujours d'actualité et que la CGT, 1^{ère} organisation féministe en France par le biais de l'ensemble de ses militants et militantes entend faire changer cet état de fait avec d'autres organisations progressistes. Pour rappel, la question de l'égalité femmes-hommes est la première préoccupation des salarié-es dans un sondage demandé par notre syndicat. Aujourd'hui encore, malgré toutes les lois qui imposent le « à travail de valeur égale, salaire égal », malgré un prétendu « index de l'égalité » les femmes gagnent toujours 28,5 % de moins que les hommes ; 59,3 % des salarié-es payés au SMIC sont des femmes et elles occupent 78,9 % des temps partiels, le plus souvent imposés. Et les employeur-ses ne sont toujours pas sanctionnés ! Mais en disant cela, on se rend compte qu'en définitive, qu'elles portent sur les augmentations de salaires et de pensions, sur le retour de la retraite à 60 ans en intégrant les années d'études, de formation et de recherche d'emploi, sur la réindustrialisation et le développement de l'emploi stable, statutaire dans la Fonction publique, et à temps plein, sur l'amélioration des conditions de travail, toutes nos mobilisations peuvent être qualifiées de féministes. Et nous avons toutes et tous conscience que la conquête de l'égalité femmes-hommes fera émerger des droits nouveaux pour l'ensemble de la société.

8 mars, journée internationale de lutte. Elle permet de mettre en exergue l'ensemble des luttes qui ont lieu dans tous les pays et pas seulement dans le monde du travail. A Paris, les femmes afghanes marcheront en tête du cortège international et la vice-présidente de NUAWA, 1^{ère} confédération du pays, prendra la parole pour rappeler la résistance au régime des Talibans et l'effroi à l'idée que certains pays envisagent de reconnaître leur régime islamiste et fasciste. Des féministes russes viennent de lancer un appel à s'opposer à la guerre partout dans le monde et à dénoncer la guerre que Poutine mène en Ukraine. Elles rappellent que le « *féminisme, en tant que force politique, ne peut être du côté d'une guerre d'agression et d'une occupation militaire* » et qu'elles luttent « *pour le développement d'une société juste offrant l'égalité des chances et des perspectives, et dans laquelle il ne peut y avoir de place pour la violence et les conflits militaires* ».

Mais le 8 mars permet de mettre un peu plus en avant, des femmes qui luttent depuis des mois voire des années. Notamment dans les métiers ultraféminisés que la crise sanitaire a mis en avant mais qui sont toujours ultraprécariés, sous-payés et dépréciés. C'était le sens ce matin de l'action devant l'EHPAD de Bracieux. Les camarades de la CGT santé action sociale n'ont pas attendu la sortie d'un livre, tout important qu'il soit pour porter témoignage, pour alerter sur la situation des EHPAD : salaire de misère, manque de personnels, conditions de travail délétères, maltraitance institutionnelle des usager-es orchestrée par les grands groupes et les fonds de pensions qui surfent sur la filière de « l'or gris » sans que les personnels n'y puissent rien faire. Où à tout cela, s'ajoute un cadre de travail délétère où certain-es ne savent même plus reconnaître le sexisme quand il est pratiqué et dévalorise des femmes. Où la réaction du directeur n'est pas sans rappeler ce que dénonçait le livre *Les fossoyeurs* en parlant de « syndicat maison ». Diviser pour mieux régner... C'est ce que font les directions. Mais ne vous inquiétez pas, les directeurs se serrent les coudes. Ainsi le directeur de l'ADMR 41 a apporté tout son soutien au directeur de l'EHPAD... taclant au passage la CGT. Il faut dire qu'il ne nous

porte vraiment pas dans son cœur... Surtout les camarades de la CGT ADMR qui luttent depuis plus d'un an et qu'il continue de mépriser en refusant de répondre à leurs revendications légitimes notamment la revalorisation des indemnités kilométriques (pour ne plus payer pour travailler, vu le prix de l'essence), la hausse du taux horaire à 12 € minimum, la requalification des métiers en fonction du travail effectué...

La liste des métiers féminisés, notamment dans les secteurs du soin et du lien, qu'il faudrait revaloriser serait longue. Les revendications pour réussir l'égalité femmes-hommes, pour gagner la lutte contre les violences sexistes et sexuelles tout autant. Alors je vous en ferai grâce car nous sommes toutes et tous ici convaincu-es. Il me reste à vous donner rendez-vous pour notre prochaine journée de grève interprofessionnelle et féministe : le 17 mars, à 14h30 devant la préfecture. Pour exiger encore, l'augmentation du SMIC, des salaires et des pensions !